



OFDIG

Observatoire francophone
pour le développement
inclusif par le genre

Des données fiables et accessibles pour une capacité d'action renforcée en faveur de l'égalité femmes-hommes dans la Francophonie.

Plaidoyer commun

Sous la direction de
Zora Ait El Machkouri
Marie Langevin
Bénédicte Decaux
Catherine Bourassa-Dansereau

Cahier de recherche
No 10-2024

UQÀM

AUF



Mention légale

Le contenu de ce cahier de recherche n'engage que ses autrices.

Cahier de recherche OFDIG n° 10-2024

Des données fiables et accessibles pour une capacité d'action renforcée en faveur de l'égalité femmes-hommes dans la Francophonie. Plaidoyer commun

Zora Ait El Machkouri, Marie Langevin, Bénédicte Decaux et Catherine Bourassa-Dansereau

ISBN:

Version numérique 978-2-9823580-2-7

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026

L'Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre (OFDIG) est une initiative partenariale entre l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Université du Québec à Montréal (UQAM), deux organisations qui partagent un même sentiment d'urgence pour agir en faveur de l'égalité FH dans la Francophonie. Elles partagent également ce même constat, à savoir que l'ampleur et la persistance des inégalités de genre requièrent des données probantes pour comprendre les besoins des femmes et de mieux agir.

Note sur les autrices

Zora AIT EL MACHKOURI, Doctorante en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), auxiliaire de recherche, OFDIG, Canada.

Marie LANGEVIN, Directrice, OFDIG, Professeure au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, UQAM, Canada.

Bénédicte DECAUX, Conseillère au cabinet du recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), France.

Caterine BOURASSA-DANSEREAU, Directrice, OFDIG, Professeure au Département de communication sociale et publique, UQAM, Canada.

Table des matières

Introduction. L'urgence de s'appuyer sur des données éclairantes pour pouvoir agir en Francophonie en faveur de l'égalité femmes-hommes	7
Des données pour renforcer le pouvoir d'agir: la mission d'un partenariat novateur en Francophonie	7
Une vision intégrée de l'EFH dans des secteurs clés	8
État des données sur les inégalités de genre: contexte et constats	10
Mesures utilisées dans les données internationales	10
Appels à l'action: objectifs et recommandations	15
Conclusion	18

Introduction. L'urgence de s'appuyer sur des données éclairantes pour pouvoir agir en Francophonie en faveur de l'égalité femmes-hommes

À l'aube de l'échéance de 2030, qui doit voir se concrétiser les Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD), la communauté internationale s'accorde sur la persistance des inégalités et des discriminations. Aucun pays n'a atteint, en effet, une parité totale entre les genres selon le récent rapport conjoint 2023 d'ONU Femmes et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). En matière d'autonomisation, les femmes ne peuvent en moyenne réaliser que 60% de leur plein potentiel dans le monde. Et 90% d'entre elles, soit 3,1 milliards de femmes et de filles, vivent dans des pays marqués par un important déficit d'autonomisation et de fortes disparités entre les genres.

Or, même si la prise de conscience de la communauté internationale est réelle, l'égalité est loin d'être effective, et les efforts notables des dernières décennies se sont malheureusement heurtés au mur de la pandémie mondiale de la COVID-19. La pandémie a effectivement mis à l'épreuve, et même fait régresser, les avancées en matière d'égalité de genre et de droits des femmes et des filles avec, entre autres, davantage de pertes d'emplois et de revenus, de travail domestique, de violences conjugales, de fermetures d'écoles, de mariages et de grossesses précoces selon les plus récents rapports d'ONU Femmes, de l'OCDE ou encore de l'UNESCO. Rappelons que plus de 91 % des élèves dans le monde ont été touchés par les fermetures d'écoles et les mesures de confinement dans 194 pays. À plus long terme, les conséquences pourraient provoquer 13 millions de mariages d'enfants au cours des 10 prochaines années selon l'UNESCO. Aussi, les femmes ont été davantage affectées, parce qu'elles étaient plus susceptibles d'être employées dans les secteurs les plus touchés par les mesures de confinement, en plus de subvenir aux besoins croissants de la famille.

Le dernier *Rapport mondial sur les inégalités femmes-hommes dans le monde 2023* du Forum économique mondial (FEM) nous apprend qu'à l'échelle mondiale, à cause de la pandémie, la réduction de l'écart global entre les genres a été retardée d'une génération en passant de 99,5 à 131 années.

Des données pour renforcer le pouvoir d'agir: la mission d'un partenariat novateur en Francophonie

Pour agir efficacement en faveur de l'égalité femmes-hommes et, plus spécifiquement, pour redresser rapidement ces effets néfastes de la COVID-19, encore faut-il avoir des données probantes qui font état des disparités grandissantes.

Au niveau international, il existe actuellement un manque de données qui permettraient, par exemple, aux gouvernements d'élaborer des politiques et des programmes sensibles au genre, selon l'OCDE et ONU Femmes, afin d'agir sur ces problématiques. En effet, l'intégration de la dimension de genre dans le développement inclusif permet davantage d'aller à la source et aux effets des inégalités entre les femmes et les hommes (FH), pour les modifier plus durablement et profondément.

Or, au sein de la Francophonie, un portrait complet et fiable des données sur les inégalités de genre est inexistant. L'Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre (OFDIG) et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) veulent ainsi pallier ce déficit de connaissances, notamment en favorisant la mise en commun des données issues des États faisant partie de l'espace francophone.

Ces données sont cruciales pour permettre aux acteur·rices publics et publiques, privé·es et de la société civile de poursuivre leurs actions en faveur des femmes et des filles, autant en matière de politiques publiques, de mesures de protection et d'intégration du genre dans l'ensemble des activités de leurs organisations. Sans données fiables, il est impossible de brosser un portrait terrain des régions de la Francophonie, de mesurer, le cas échéant, l'impact réel des programmes visant l'autonomisation effective des femmes et des filles et, de façon plus générale, sur le développement durable et inclusif dans le monde. Cela nous place aussi devant le danger d'une inclusion qui serait pilotée par le haut sans tenir compte des réalités locales, faute de données probantes sur les inégalités femmes-hommes à l'échelle méso-locale.

D'ailleurs, outre promulguer des lois en faveur de l'égalité, transformer les normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes et des filles, l'une des conclusions et recommandations du *Rapport mondial 2023 sur l'indice Institutions sociales et égalité des genres (SIGI): l'égalité des genres en temps de crise* de l'OCDE est sans équivoque: **il faut favoriser «une meilleure collecte de données pertinentes pour le genre et d'indicateurs ventilés par sexe et intersectionnels»**. Ce constat nous amène ainsi à porter ce plaidoyer pour une meilleure accessibilité et davantage de visibilité des données sur les inégalités femmes-hommes au sein de notre espace commun d'engagement, à savoir la Francophonie. Cet espace englobe des réalités de terrains distinctes et hétérogènes, ce qui renforce encore davantage la nécessité de documenter de façon précise la situation des femmes et des filles, dans ces contextes.

Une vision intégrée de l'EFH dans des secteurs clés

Pour une meilleure efficacité d'action, l'OFDIG et l'AUF concentrent leurs efforts sur l'atteinte de l'égalité femmes-hommes et la progression du pouvoir d'agir des femmes et des filles dans trois secteurs cruciaux du développement inclusif par le genre (DIG): les milieux économiques, les systèmes éducatifs et le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Au niveau éducatif, les statistiques sont encore frappantes quant aux inégalités de genre en milieux éducatifs puisqu'une fille sur huit, dans le monde, qui remplit les conditions d'âge requises, ne fréquente toujours pas d'établissement d'enseignement primaire ou secondaire selon le PNUD. Et dans au moins 20 pays qui disposent de données et qui sont situés essentiellement en Afrique subsaharienne, quasiment aucune jeune femme rurale et pauvre n'a achevé le second cycle de l'enseignement secondaire selon l'UNESCO.

Dans l'enseignement supérieur et le milieu de la recherche, les inégalités restent fortes au niveau mondial. Les femmes sont davantage diplômées que les hommes, mais elles occupent pourtant moins souvent un emploi que leurs collègues, les chercheuses sont nettement sous-représentées selon l'OCDE.

Dans les milieux économiques, malgré l'existence d'une diversité d'emplois auxquels elles accèdent, les femmes restent cantonnées à des emplois précaires et moins bien rémunérés. Les derniers chiffres du Forum économique mondial estiment qu'il faudra 169 ans aux femmes pour atteindre la parité économique. D'ailleurs, à l'échelle mondiale et sur le plan du travail invisible qui consiste, entre autres, à s'occuper des enfants et à accomplir les tâches ménagères, les femmes consacrent deux fois et demie plus de temps au travail familial et domestique non rémunéré que les hommes, selon le PNUD.

Pourquoi cibler ces trois grands pans que sont les milieux économiques, les systèmes éducatifs et le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche? L'OFDIG et l'AUF veulent concentrer leurs efforts sur leurs pertinences respectives et leurs interrelations, dans la mesure où les inégalités en éducation se répercutent nécessairement dans le milieu du travail et que les disparités dans des domaines d'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche sont étroitement liées non seulement à ces écarts qui frappent les filles dans leur plus jeune âge, mais aussi aux inégalités qui traversent les milieux économiques. Par ailleurs, depuis sa création en 2022, l'OFDIG a fait un constat frappant: les données pour éclairer les enjeux d'inégalités femmes-hommes dans ces trois dimensions du développement inclusif sont parcellaires et non harmonisées au sein de la Francophonie.

C'est dans ce contexte que ce plaidoyer présente d'abord un état des lieux des données sur les inégalités femmes-hommes dans le monde avec leurs caractéristiques. Ensuite, nous brosserons le portrait des manques identifiés au sein de la Francophonie et nous proposerons enfin des recommandations afin de pallier ces absences et de participer concrètement aux défis de l'inclusion des femmes et des filles dans les secteurs clés du développement inclusif. Les objectifs globaux formulés ici et les recommandations précises sur les politiques à mettre en œuvre visent à fournir des orientations concrètes, afin de remédier aux lacunes décelées dans les données parcellaires actuelles sur les inégalités femmes-hommes au sein de la Francophonie.

État des données sur les inégalités de genre: contexte et constats

Parmi les objectifs de développement durable, **le PNUD nous rappelait récemment que plus de 70% des données de 58 indicateurs liés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes sont manquantes**. La Banque mondiale a d'ailleurs lancé un appel, en mars 2021, dans ce sens, en faveur de «données plus robustes» et d'un «renforcement des systèmes nationaux» afin de combattre, plus largement, la pauvreté. Mais qu'en est-il actuellement des indices et des indicateurs d'inégalités femmes-hommes dans le monde? Voici un aperçu des principales mesures utilisées issues des rapports internationaux consultés par l'OFDIG. Nous nous attarderons ensuite sur quelques caractéristiques de ces indices.

Mesures utilisées dans les données internationales

Il existe différentes manières de mesurer les inégalités de genre. D'un côté, cela peut se faire en mesurant la «perte de développement» ou la «perte de bien-être» causée par ces inégalités de genre. Ces indices sont alors dépendants de la notion de «développement» et sont mis en place par le PNUD. D'un autre côté, la mesure peut se faire en prenant plutôt en compte les «écarts de genre» à travers plusieurs dimensions et indicateurs.

Les principales sources des données sur les inégalités de genre dans le monde sont produites en interne, au sein même des organisations internationales. Ces rapports institutionnels, généralement mis à jour de manière annuelle, intègrent parfois les notes techniques et méthodologiques utilisées. Quand ils sont détaillés, les calculs et formules peuvent être assez complexes, et le néophyte peut alors s'y perdre. Et si certains fichiers sont téléchargeables pour accéder aux données brutes et tableaux détaillés, d'autres sont absents. Il n'y a donc pas d'harmonisation dans la mise en forme des données ou un gabarit type de présentation méthodologique.

L'IDG et l'IIG du PNUD

L'indice de développement de genre (IDG) est un indicateur statistique composite créé en 1995 par le PNUD. L'IDG intègre les mêmes variables que l'Indice de Développement Humain (IDH), à savoir l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation et de scolarisation, le niveau de vie estimé à partir des revenus, mais en tenant compte des inégalités entre femmes et hommes pour chaque variable. Pour calculer l'IDG, il faut calculer l'IDH séparément pour les femmes et pour les hommes, en ayant recours à la méthodologie utilisée pour le calcul de l'IDH.

Cet indice a ensuite laissé place, en 2010, à l'indice d'inégalité de genre (IIG), un indice davantage composite conçu pour évaluer les différences entre les genres dans la distribution des «progrès» et pour estimer la «perte de développement humain» due aux écarts de traitement entre FH. Il tient compte

de trois aspects importants du développement humain: la santé reproductive, mesurée par le taux de mortalité maternelle et le taux de natalité des adolescentes; l'autonomisation, mesurée par la part de sièges parlementaires occupés par des femmes, et la part de femmes et d'hommes adultes âgés de 25 ans et plus ayant atteint au moins un niveau d'éducation secondaire; le statut économique, mesuré par la participation au marché du travail et mesuré par le taux d'activité de la population active chez les femmes et les hommes âgés de 15 ans et plus.

Le Global Gender Gap du Forum économique mondial

Cet indice mesure l'écart entre les femmes et les hommes dans quatre dimensions clés que sont la santé, l'éducation, l'économie et la politique, à travers 14 indicateurs. Il est produit depuis 2006 par le Forum économique mondial (FEM). Si 102 pays étaient couverts par l'indice à sa création, le dernier rapport (2023) porte sur 146 pays. La mesure de cet indice s'échelonne sur une échelle de 0 à 100, et le FEM a ajouté, dans sa nouvelle mouture, des analyses approfondies des données contextuelles grâce à de nouveaux partenariats privés (LinkedIn, Coursera et Hologic). La méthodologie de l'indice axée sur les écarts est restée stable depuis sa conception. Elle est d'ailleurs explicitée pour les lecteur-rices du rapport qui voudraient accéder aux détails des calculs et des indicateurs. Par exemple, l'indice classe les pays en fonction de l'écart dans l'accès aux ressources et aux opportunités entre femmes et hommes par le taux de scolarisation, mais sans prendre en compte les niveaux globaux ou réels de l'éducation dans le pays.

L'AGI de la Banque africaine de développement

L'indice de l'égalité des genres en Afrique (AGI) est un indice composite lancé conjointement par la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) en 2015. Il inclut 51 pays africains sur 54 et vise, entre autres, à évaluer la situation des femmes dans trois dimensions du bien-être humain, à savoir le bien-être économique, le bien-être social et l'autonomisation (mesurée par la représentation politique et institutionnelle). Les données utilisées sont celles disponibles pour la période allant de 2010 à 2018, et les indicateurs s'appuient principalement sur les données nationales disponibles pour chacun des pays participants.

L'indice SIGI de l'OCDE

Le *Social Institutions and Gender Index* (SIGI) de l'OCDE comprend 27 variables combinées en 16 indicateurs et 4 dimensions (14 des 16 indicateurs sont basés sur 144 questions pour chaque pays ciblé). Cet indice porte sur le niveau de discrimination dans les lois, normes et pratiques de 179 pays, pour le rapport 2023, selon de nombreux indicateurs comme le mariage d'enfants, le travail domestique, la violence conjugale, le droit du travail, etc. L'indice SIGI utilise la base de données *Égalité homme-*

femme, Institutions et Développement (EID) de l'OCDE qui couvre en tout 161 pays et comprend 60 indicateurs. La mesure du SIGI parvient à couvrir plus largement les inégalités femmes-hommes que d'autres indices.

Caractéristiques et limites des données internationales

Nous avons pu identifier quelques traits spécifiques des rapports et des sources de données sur lesquels les institutions phares du développement se basent pour fonder leurs analyses. Il est ici important de souligner que ces caractéristiques ne peuvent être exhaustives et émanent des données de rapports et d'études utilisés pour rédiger ce plaidoyer. Les caractéristiques suivantes ne constituent pas nécessairement des défauts ou des lacunes, mais ces traits typiques nous ont semblé pertinents à relever.

Des sources institutionnelles

Les principales sources de données sur les inégalités de genre sont des documents d'institutions internationales, telles que l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ONU Femmes, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union européenne, le Forum économique mondial, la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. **À notre connaissance, les sources régionales sont rares et les portraits des inégalités qui en découlent le sont d'autant plus.**

L'économie en commun

Toutes les mesures d'égalité de genre rencontrées incluent un indicateur ou plusieurs indicateurs économiques et/ou d'autonomisation. Le «bien-être», le «développement» ou encore le «progrès» relèvent implicitement d'une dimension économique. Les indices prennent en compte plusieurs indicateurs afin de pouvoir comparer le plus grand nombre de pays ou de régions. La difficulté d'appréhender certaines variables pousse le calcul de l'indice à tabler sur des variables économiques globales plus faciles d'accès dans certains pays.

Des données sur les inégalités récemment élargies

Notons que les récents rapports sur les inégalités font état d'ajouts supplémentaires d'indicateurs et de dimensions dans les mesures des données sur les inégalités de genre. Par exemple, l'institut statistique de l'UNESCO a étendu sa méthodologie pour inclure 162 pays pour les indicateurs de l'éducation et 170 pays pour les indicateurs sur les dépenses d'éducation. Comme mentionné plus haut, le *Global Gender Gap* a également été modifié en matière de pays couverts, passant de 102 à 146.

Des manques identifiés dans l'espace francophone

La question se pose alors de savoir si nous pouvons, à partir de ces données internationales, broser le portrait des inégalités de genre traversant l'espace francophone. Dans l'état actuel des données, la réponse est non.

En effet, en plus des manques identifiés, **ces données internationales sont, entre autres, limitées, non harmonisées et parfois inaccessibles**. Certains rapports soulignent d'ailleurs leurs propres lacunes à combler pour les futures recherches qui porteraient sur le développement inclusif par le genre.

Données fragmentaires et insuffisantes sur le plan quantitatif

Fragmentation des données

Sur le plan quantitatif, nous manquons de données pour décrire la situation actuelle des femmes au sein de la Francophonie dans les trois secteurs du DIG: les milieux économiques, les systèmes éducatifs et le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. Rappelons, en effet, que parmi les ODD, **plus de 70% des données de 58 indicateurs liés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes sont manquantes selon le PNUD. Il existe donc un important besoin de données quantitatives pour décrire de manière plus précise la situation des femmes dans l'espace francophone, aucun rapport ne le couvrant entièrement. Le PNUD reconnaît, par exemple, que le manque de registre d'état civil dans certaines régions du monde cause un déficit de données, et l'UNESCO souligne que certaines données pour l'Afrique subsaharienne ne sont pas mises à jour.**

Certaines régions écartées

Il nous est apparu que, dans les données les plus facilement accessibles et qui sont traitées dans les rapports des institutions internationales, l'Afrique subsaharienne et le Maghreb sont les régions les plus souvent rencontrées concernant les inégalités de genre et les programmes, pilotes ou non, mis en place dans ces deux grandes régions. Cela occulte nécessairement d'autres régions francophones. Les données des rapports analysées ne couvrent donc pas de manière uniforme toutes les régions du monde. Des recherches plus approfondies, dans les bases de données payantes et universitaires, confirment d'ailleurs ce constat.

Coûts de production à considérer

Notons que le coût de la collecte et de la production de données sur le genre est également à prendre en considération pour expliquer ce manque quantitatif de données au sein de la Francophonie. Certaines organisations internationales estiment en effet ce coût trop élevé en temps et en argent et le mentionnent dans leurs limites méthodologiques.

Données limitées sur le plan qualitatif

Dimensions invisibilisées

Sur le plan qualitatif, les données actuelles et certains indicateurs et indices ne traduisent pas fidèlement la réalité et peuvent sous-estimer les rôles et les contributions des femmes. Ces dimensions invisibilisées se définissent, par exemple, par la triple journée des femmes – famille, travail, service à la communauté ou *care* – qui échappe, notamment, aux politiques d'embauche des employeurs ou de promotion dans les différents milieux. Pensons aux retards dans la carrière des femmes, à leur sous-représentation dans les postes à responsabilités dans l'enseignement supérieur, au manque de financement accordé aux femmes en recherche et aux embûches dans l'accès à des postes de direction. Soulignons aussi d'autres dimensions délaissées, comme les contributions méconnues des femmes aux économies solidaire, sociale et de proximité ou encore aux effets négligés des violences de genre sur la participation des femmes et des filles aux secteurs clés du DIG. Le travail invisible, variable difficilement quantifiable, est rarement mentionné dans les rapports étudiés. Il en est de même pour le secteur informel qui concerne plus de quatre femmes sur cinq ayant un emploi hors du secteur agricole en Asie du Sud, et environ trois quarts d'entre elles en Afrique subsaharienne selon l'ONUFI.

Lacunes méthodologiques

Certaines collectes de données peuvent être «obsoletes et entachées de préjugés à l'égard des femmes» selon le PNUD. L'organisme souligne en effet, dans son rapport 2019, que certaines analyses interrogent uniquement «le chef de famille masculin», «ne ventilent pas les données par sexe et par âge» ou encore ne s'intéressent qu'aux ménages et non pas aux individus. Il est intéressant de noter que la collecte de données actuelles sur les inégalités de genre manque de méthodologies uniformisées et/ou mises à jour régulières pour tenir compte des outils sensibilisés aux inégalités de genre.

Manque de données sur la recherche et l'université

Concernant le type de données et les secteurs davantage mis en lumière, nous avons été frappées par la relative facilité avec laquelle les données sur les disparités de genre ont été trouvées en économie. En effet, les indices, comportant tous une dimension économique, permettent de broser plus facilement

des portraits relatifs à l'économie. En revanche, les données portant sur les milieux universitaires et de la recherche semblent plus difficiles d'accès et mal répertoriées pour un accès en ligne. Quant au milieu éducatif primaire et secondaire, ces deux niveaux sont souvent étudiés ensemble, le primaire bénéficiant de plus de visibilité que le secondaire.

Limites d'accès et barrière de la langue

Certains rapports portant sur les inégalités de genre, principalement issus de l'OCDE, sont accessibles uniquement en ligne. Malgré cet accès «libre» en ligne, le téléchargement demeure payant. Nous estimons qu'il s'agit d'un frein à l'accessibilité puisque certaines régions de la francophonie n'ont pas un accès «uniformisé» ou constant au réseau Internet.

Par ailleurs, dans la mesure où les rapports parcourus s'intéressent aux données internationales sur les inégalités, la langue privilégiée de ces publications est l'anglais. Les rapports principaux, plus volumineux et détaillés, sont toujours en anglais, mais les abrégés et les résumés sont parfois disponibles en français et en espagnol. Cet aspect limite donc le caractère universel de l'accès aux données au sein de la Francophonie.

En somme, les lacunes dans les données et les indices sur le DIG sont nombreuses. Nous ne retiendrons que le déficit de données au sein de la Francophonie.

Néanmoins, il ne s'agit aucunement d'une fatalité.

Appels à l'action: objectifs et recommandations

L'AUF et l'OFDIG visent en effet à combler ces lacunes en répondant au besoin pressant de colliger et de diffuser des données fiables afin de rendre plus visibles les inégalités femmes-hommes au sein de la Francophonie.

C'est dans cette mesure que ce plaidoyer commun pour l'inclusion des femmes et des filles dans les processus de développement, en particulier dans les secteurs cruciaux que sont les milieux économiques, les systèmes éducatifs, le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, passe par des objectifs clairs et des recommandations concrètes énumérés ci-après.

Premier objectif

Inviter les pays de l'espace francophone à bâtir une plateforme commune

Recommandation 1

Inviter les pays de l'espace francophone à créer une plateforme commune

Les pays de la Francophonie sont invités à créer une base de données commune permettant de colliger l'ensemble des indices et indicateurs qui existent dans les trois secteurs cruciaux ciblés par l'OFDIG et l'AUF: les milieux économiques, les systèmes éducatifs et le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Recommandation 2

Encourager les pays de l'espace francophone à déléguer un-e responsable dédié-e à cette base statistique commune

Les pays de la Francophonie sont invités à déléguer, pour leur pays respectif, à un organisme public reconnu par l'AUF la responsabilité de colliger et de centraliser les données relatives au genre en tant que référence pour la base de données en devenir.

Recommandation 3

Encourager les acteurs de la société civile et les ONG à partager leurs données sexospécifiques

Les pays de la Francophonie sont invités à diffuser le message et à demander à tous les acteurs locaux de la société civile et aux ONG impliqués dans la problématique des inégalités femmes-hommes de partager leurs indices et indicateurs aux fins de la mise en commun des données et de leur harmonisation. Cette collégialité pourrait se mettre en œuvre sous la forme et selon le modèle de l'indice du genre dans les ODD d'*Equal Measures 2030* (EM2030) qui se présente comme une équipe partenariale composée de leaders internationaux, d'organisations non gouvernementales, de groupes féministes et de la société civile. Leur indice englobe 56 indicateurs clés répartis sur 14 des 17 ODD et recueille ainsi les données de 144 pays.

Second objectif

Plaider pour un libre accès des données pour la recherche et l'élaboration des politiques publiques

Recommandation 1

Inviter les pays de l'espace francophone à partager les données en libre accès

Les pays de la Francophonie sont invités à partager les données, ainsi que leurs méthodologies appliquées, afin de favoriser une plus grande accessibilité et une totale transparence de la base de données commune.

Recommandation 2

Permettre à tous les pays de consulter librement la base commune

Les pays de la Francophonie sont invités à permettre aux chercheurs, acteurs de la société civile et aux ONG reconnues auprès de l'AUF de consulter librement la base commune et de pouvoir la télécharger, librement et gratuitement.

Recommandation 3

Mettre en place un rendez-vous annuel ou biennuel

Les pays de la Francophonie sont invités à mettre en place un rendez-vous annuel ou biennuel de tous les acteurs impliqués dans la mise en commun des données sur les inégalités femmes-hommes dans les trois secteurs ciblés du DIG, afin de rendre compte de l'évolution de la base commune.

Troisième objectif

Inviter les organisations internationales à collecter davantage de données sexospécifiques et à les rendre disponibles facilement et gratuitement

Recommandation 1

Inviter les organisations internationales à renforcer leur appareillage statistique sur l'EFH

Les organisations internationales, telles que celles appartenant à l'univers onusien, comme celles couvrant des enjeux thématiques et des espaces régionaux et continentaux spécifiques, sont invitées à investir dans leur appareillage statistique, afin de renforcer la qualité des données sexospécifiques. Une meilleure qualité des données colligées par ces organisations internationales devrait se traduire notamment par une couverture temporelle et géographique plus étendue, par une prise en compte de toutes les dimensions du développement inclusif et par une meilleure transparence méthodologique dans la constitution des indices et indicateurs.

Recommandation 2

Inviter les organisations internationales à faciliter l'accès gratuit à leurs données sexospécifiques

Les organisations internationales sont invitées à permettre aux chercheurs, acteurs publics et de la société civile de consulter librement leurs données sexospécifiques et de pouvoir les télécharger, librement et gratuitement.

Conclusion

Ce plaidoyer commun de l'OFDIG et de l'AUF vise à renforcer l'accessibilité et la visibilité des données sexospécifiques sur le développement inclusif et à pallier le manque d'harmonisation et de centralisation des données sur les inégalités femmes-hommes afin d'appuyer les acteurs publics et privés dans leurs actions en faveur de l'égalité. Nous appelons les décideurs francophones et les organisations internationales à s'engager en ce sens en prenant action rapidement afin de mettre en dialogue leurs experts statistiques, en rendant accessibles leurs données brutes et en étant plus transparents sur leurs méthodes d'enquête et de traitement statistique, pour garantir une meilleure comparabilité des données sur l'EFH dans le monde. Aborder la problématique des inégalités femmes-hommes avec plus de détermination dans la prochaine décennie permettra d'accélérer les efforts déployés pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, notamment en soutenant les rôles des femmes dans différents secteurs et à tous les niveaux de la société.



OFDIG

Observatoire francophone
pour le développement
inclusif par le genre



Affaires mondiales
Canada Global Affairs
Canada



Commission
canadienne
pour la coopération
internationale



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

UQÀM

IREF
Institut de recherches
et d'études féministes

Relations
internationales
et Francophonie
Québec

UQÀM

Service aux collectivités
Université du Québec à Montréal

